



NOTICE D'INFORMATION A L'ATTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

MESURE 7 – SERVICES DE BASE ET RENOVATION DES VILLAGES DANS LES ZONES RURALES

Dispositif 7.6.1 « Etudes et investissements liés à la réhabilitation du patrimoine culturel et naturel – actions de sensibilisation à l'environnement »

Programme de Développement Rural de la Guadeloupe et St Martin 2014-2020

Cette notice vise à vous présenter les principales règles d'accès et de gestion du dispositif d'aide. Elle accompagne le formulaire de demande d'aide. Veuillez la lire attentivement avant de remplir votre demande d'aide

SI VOUS SOUHAITEZ DES PRECISIONS, CONTACTEZ LE GUICHET UNIQUE Cellule Europe partenariale, Rue Victor Hugues, 97 000 BASSE-TERRE.

Veuillez noter que les éléments figurant dans cette notice sont susceptibles d'être ajustés dans le cadre des négociations avec la Commission Européenne sur le Programme de Développement Rural.

SOMMAIRE DE LA NOTICE

- 1 – Caractéristique du type d'opération et principes généraux
- 2 – Qui peut demander une subvention ?
- 3 – Quelles sont les conditions d'admissibilité ?
- 4 – Quels sont les dépenses éligibles ?
- 5 – Quelles sont les modalités d'intervention ?
- 6 – Quels sont les engagements à respecter ?
- 7 – Quelles sont vos obligations en matière de publicité de l'aide européenne ?
- 8 – Précisions sur le formulaire à compléter
- 9 – Suite de la procédure
- 10 – Contrôles et conséquences financières en cas de non-respect de vos engagements
- 11 – Traitement de l'information
- 12 – Coordonnées du service instructeur

1 – CARACTERISTIQUES DU TYPE D'OPERATION ET PRINCIPES GENERAUX

Le patrimoine naturel et culturel doit faire l'objet d'une utilisation durable de par son entretien, sa restauration et sa valorisation. Il contribue fortement à un cadre de vie de qualité et constitue un atout en termes d'attractivité touristique. Les éléments patrimoniaux matériels et immatériels doivent donc être répertoriés, restaurés et mis en valeur. Concernant le patrimoine naturel, les actions d'information, d'animation et de sensibilisation seront mises en place afin de restaurer et maintenir la qualité des milieux, des paysages, préserver les écosystèmes et promouvoir une gestion durable des ressources.

Pour la Guadeloupe, le financement des travaux de conservation et de restauration écologique est prévu dans le Programme Opérationnel FEDER FSE (objectif spécifique 16).

Le dispositif ne prévoit pas de financer les investissements liés à une norme communautaire.

2 – QUI PEUT DEMANDER UNE SUBVENTION ?

- Associations
- Collectivités territoriales et leurs groupements
- Collectivité à statut particulier : St Martin
- Chambre d'Agriculture
- Autres établissements publics : Office National des Forêts, Parc National de la Guadeloupe, Conservatoire du Littoral, Conservatoire Botanique
- Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif
- Propriétaires privés

3 – QUELLES SONT LES CONDITIONS D'ADMISSIBILITE ?

En application de l'article 45 du règlement (UE) n°1305/2013, pour être admissibles au bénéfice d'un soutien du Feader, les opérations d'investissement sont précédées d'une évaluation de l'impact attendu sur l'environnement, en conformité avec la législation spécifique applicable à ce type d'investissements, lorsque les investissements sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur l'environnement.

Les projets sont éligibles s'ils ne sont pas pris en charge par la mesure LEADER et s'ils ne présentent pas d'incohérence avec la stratégie de développement local du territoire, validée par appel à projet LEADER et présentée par un Groupe d'Action Locale (GAL).

Les propriétaires privés doivent justifier la propriété du bien pour lequel l'aide est demandée.

Les activités de restauration ou de mise en valeur du patrimoine sont réalisées en zone rurale.

Les projets concernant le patrimoine bâti et les sites préhistoriques ou historiques sont soumis à l'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ; ils devront permettre l'accès au public, en particulier lors de manifestations ou de journées particulières (par exemple, la journée du patrimoine).

Le coût total des dépenses éligibles est inférieur ou égal à 200 000 € HT, à l'exception des travaux de restauration et de conservation du patrimoine bâti ou des activités témoin du passé pour lesquels le coût total des dépenses éligibles pourra atteindre jusqu'à 1 000 000 € HT.

Périmètre de la zone rurale dans le PDRG Sm

La zone rurale est composée de toutes les communes de l'archipel Guadeloupe et St Martin, sauf Pointe-à-Pitre et Basse-Terre.

4 – QUELS SONT LES DEPENSES ELIGIBLES ?

La TVA n'est pas éligible, à moins qu'elle ne soit pas récupérable.

Les dépenses admissibles à l'aide sont les suivantes :

- Des études territoriales pour la conception de type d'opération agro-environnemental et climatique
- Des actions d'information, d'animation sur la mesure agro-environnementale et climatique
- Des actions d'animation auprès d'exploitants agricoles visant une gestion équilibrée de la ressource en eau à l'échelle du bassin versant
- Des actions de sensibilisation et d'animation sur le rôle des abeilles et des autres pollinisateurs sur la biodiversité
- Des actions d'animation auprès d'exploitants agricoles visant une gestion qualitative de la ressource en eau à l'échelle des captages
- Des actions d'information et activités de sensibilisation, par exemple des centres de visiteurs dans les zones protégées, les actions de publicité, les sentiers thématiques et d'interprétation, les sentiers pédestres, les installations de loisirs à petite échelle, la signalétique, les tables d'information, les abris et points d'observation
- La création d'outils pédagogiques et documents informatifs pour un usage public : cartes, bornes, matériels utilisant les NTIC
- La création, sécurisation et réhabilitation de tout aménagement nécessaire à la mise en valeur du patrimoine naturel
- Les travaux de restauration et de conservation du patrimoine bâti ou des activités témoin du passé (moulins, fours, lavoirs, poterie, ...)
- Les travaux de mise en valeur de sites historiques ou préhistoriques (sites amérindiens, cimetière des esclaves, zones de débarquement, ...)
- Les actions de promotion à l'utilisation de matériaux, de techniques et de savoir-faire traditionnels
- Les actions d'inventaire pour lister des sites du patrimoine culturel
- Les actions de préservation du patrimoine immatériel comme la musique, les traditions, usages et arts populaires, l'ethnologie

Concernant les investissements, les coûts éligibles sont les suivants (article 45 du règlement (UE) n°1305/2013) :

- la construction, l'acquisition, notamment par crédit-bail, ou l'amélioration de biens immeubles ;
- les frais généraux liés aux dépenses visées au point précédent: les honoraires d'architectes, rémunération d'ingénieurs et de consultants, les dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique, y compris les coûts liés aux études de faisabilité. Les études de faisabilité demeurent des dépenses éligibles, même si, en fonction de leurs résultats, aucune dépense en termes d'investissement n'est engagée ;

- les investissements immatériels suivants : acquisition ou développement de logiciels informatiques et acquisition de brevets, licences, droits d'auteurs et marques commerciales.

Le montant total des frais généraux est plafonné à 10% du montant total des dépenses éligibles du projet.

Les frais généraux doivent concerner directement l'opération et ne peuvent être imputables à une opération annexe.

Les coûts d'amortissement peuvent être considérés comme éligibles dans les conditions prévues à l'article 69 du règlement portant dispositions communes n° 1303/2013. Ils doivent être en lien avec l'opération.

Les contributions en nature sous forme d'exécution de travaux ou de fourniture de biens, de services, de terrains et d'immeubles qui n'ont fait l'objet d'aucun paiement en numéraire attesté par des factures ou d'autres documents de valeur probante équivalente peuvent être éligibles selon les conditions prévues à l'article 69 du règlement portant dispositions communes (UE) n°1303/2013. La justification des contributions en nature doit être accompagnée d'une expertise de la valeur de l'apport.

Les contributions en nature telles que la fourniture à titre gracieux de biens ou services constituent des dépenses éligibles si les conditions suivantes sont réunies :

- a) elles consistent en l'apport de terrain ou de bien immobilier, de bien d'équipement ou de matériaux, de fournitures, en une activité de recherche, une activité professionnelle ou un travail bénévole ;
- b) les apports en nature sont présentés en équilibre en dépenses et en ressources dans le plan de financement de l'opération ;
- c) le montant de l'aide publique versée à l'opération ne doit pas dépasser le montant total des dépenses éligibles, déduction faite du montant de l'apport en nature.

Les contributions en nature sont déterminées et justifiées :

- a) pour les apports de terrains et de biens immobiliers, par la production d'une attestation d'affectation du bien à l'opération et d'un certificat d'un expert indépendant qualifié ou d'un organisme officiel dûment agréé par les autorités administratives compétentes, distinct du bénéficiaire ;
- b) la valeur retenue est la valeur à la date de la certification susvisée. Elle ne dépasse pas les coûts généralement admis sur les marchés concernés ;
- c) pour la fourniture de services, de biens d'équipement, de matériaux ou la mise à disposition de locaux, par tout document permettant de justifier la valeur de la contribution et son adéquation avec les prix pratiqués sur le marché ;
- d) pour le bénévolat dans le cadre associatif ou pour les travaux de construction réalisés par le bénéficiaire (auto-construction), par des documents comptables, ainsi qu'une attestation détaillant la nature du service concerné et la durée et la période d'activité prévisionnelle du bénévole. La valeur du travail est déterminée sur la base du temps consacré et justifié et du taux horaire du SMIC brut.

Dépenses exclues

D'autres coûts liés au contrat de crédit-bail, tels que la marge du bailleur, les coûts de refinancement d'intérêts, frais généraux et frais d'assurance, sont exclus des dépenses éligibles.

Outre les dépenses inéligibles prévues par la réglementation européenne et le PDRG Sm, sont également inéligibles les charges et les dépenses suivantes :

- amendes et sanctions pécuniaires ;
- pénalités financières ;
- réductions de charges fiscales ;
- frais de justice et de contentieux, tels que définis par le code de procédure pénale, ne relevant pas de l'assistance technique au sens de l'article 59 du règlement (UE) n° 1303/2013 ;
- dotations aux amortissements et aux provisions, à l'exception des dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles relevant du compte n° 6811 du plan comptable général ;
- charges exceptionnelles relevant du compte n° 67 du plan comptable général ;
- dividendes ;
- frais liés aux accords amiables et les intérêts moratoires dans le cadre de contrat ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix ou un droit d'exploitation.

Les investissements de simple remplacement ne sont pas éligibles. Néanmoins, l'acquisition d'un bien en remplacement d'un bien entièrement amorti au plan comptable selon les normes comptables en vigueur est éligible.

Pour des raisons de sécurité et de garantie de réalisation des ouvrages (garantie décennale) conformément aux Documents techniques unifiés (DTU) en vigueur, n'est pas éligible l'auto-construction relative aux travaux suivants :

- l'électricité ;
- la couverture et charpente, sauf pour les bâtiments en kit ne dépassant pas 5 m au faîtage.

Le remplacement d'investissements devenus obsolètes ou endommagés au cours de la période minimale fixée à l'article 71 du règlement (UE) n° 1303/2013 est possible, à condition que les nouveaux investissements soient acquis à un prix supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et que les nouveaux investissements soient conservés jusqu'à la fin de la période minimale d'engagement. Toutefois, aucune aide ne pourra être accordée pour financer ces nouveaux investissements.

5 – QUELLES SONT LES MODALITES D'INTERVENTION ?

La subvention sera calculée sur la base des dépenses éligibles du plan de financement présenté.

Le taux d'aide publique est de 80% du montant total des dépenses éligibles.

Toutefois, le taux d'aide publique pourra atteindre 100% du montant total des dépenses éligibles pour les actions d'information et d'animation en faveur de l'agro-environnement, la biodiversité ou la gestion de la ressource en eau.

Le cas échéant, pour les projets ne relevant pas de l'article 42 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne, dont le financement est soumis aux règles d'état, un régime d'aide sera utilisé selon la nature du projet :

- Régime cadre notifié relatif aux aides aux services de base et à la rénovation des villages dans les zones rurales n° SA.43783 ;
- Régime cadre exempté relatif aux aides à finalité régionale n° SA.39252.

Attention : pour les projets dont le financement est soumis au régime d'une aide d'Etat, les opérateurs devront introduire une demande d'aide avant le début des travaux liés au projet.

À titre d'alternative, pourront être utilisés selon les projets :

- le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;
- le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

Dans tous les cas, l'aide maximale selon ces règles est d'application dans la limite des taux indiqués ci-dessus.

Conformément à l'article 45 du règlement (UE) n° 1305/2013, les bénéficiaires peuvent demander le versement d'une avance à concurrence de 50% de l'aide publique liée à l'investissement et ce, selon les règles précisées à l'article 63 du règlement (UE) n° 1305/2013. Le paiement d'avance est subordonné à la constitution d'une garantie bancaire ou d'une garantie équivalente correspondante à 100% du montant de l'avance.

En ce qui concerne les bénéficiaires publics, les avances sont versées aux communes, aux autorités régionales et à leurs associations, ainsi qu'aux organismes de droit public.

La garantie peut être libérée lorsque l'organisme payeur compétent constate que le montant des dépenses réelles correspondant à la participation publique liée à l'opération dépasse le montant de l'avance.

Contribution FEADER

La contribution du FEADER sera de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.

6 – QUELS SONT LES ENGAGEMENTS A RESPECTER ?

1. Informer le service instructeur préalablement de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure ou du projet ;
2. permettre / faciliter l'accès à mon (notre) entreprise aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite (nous sollicitons) pendant au minimum 5 ans à compter du paiement final de l'aide ;
3. ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le plan de financement du projet, sans en informer le service instructeur ;
4. signaler au guichet unique toute erreur que je constate (nous constatons) dans le traitement de ma (notre) demande ;
5. respecter les obligations de publicité, et apposer le logo européen, accompagné de la mention « *fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales* » sur tous les supports de communication ou d'information afférents au projet ;
6. maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique à celui prévu dans la demande d'aide, les investissements aidés pendant une durée de cinq ans à compter du paiement final de l'aide ;
7. me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation ;
8. détenir, conserver, fournir tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération et des engagements, demandé par l'autorité compétente pendant 10 années à compter du paiement final de l'aide : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, ...).

7 – QUELS SONT LES OBLIGATIONS EN MATIERE DE PUBLICITE DE L'AIDE EUROPEENNE ?

En application des dispositions de l'article 13, paragraphe 2 du règlement (UE) n°808/2014, le bénéficiaire d'une aide du FEADER doit informer le public du soutien obtenu conformément aux modalités définies à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 et dans les actes modificatifs du règlement précités.

Toutes les actions d'information et de communication menées par le bénéficiaire témoignent du soutien octroyé par le FEADER à l'opération par opposition :

- de l'emblème de l'union, conformément aux normes graphiques présentées à l'adresse suivante : http://europa.eu/about-eu/basic-information/symbols/flag/index_fr.htm ;
- d'une mention faisant référence au soutien du FEADER « **Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales** ».

Lorsqu'une action d'information ou de publicité a trait à une ou à plusieurs opérations cofinancées par plusieurs fonds, la référence prévue au point b) peut être remplacée par une référence aux Fonds Européens Structurels et d'Investissements (FESI).

Pendant **la mise en œuvre d'une opération**, le bénéficiaire informe le public du soutien octroyé par le FEADER :

1. en indiquant sur son éventuel site web à usage professionnel, dès lors qu'un tel site existe, et quand un lien peut être établi entre ledit site et le soutien apporté à l'opération, une description succincte de l'opération, proportionnée au niveau de l'aide, y compris de sa finalité et de ses résultats, et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union ;
2. en apposant lors de la réalisation de l'opération en un lieu aisément visible du public (entrée du site ou du bâtiment) :
 - **Pour les opérations bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 50 000 €** : une affiche ou une plaque solide présentant des informations sur l'opération de dimension minimale [A3] (42 x 29,7 cm) et mettant en lumière le soutien financier apporté par l'Union.
 - **Pour les opérations d'infrastructures ou de constructions et bénéficiant d'un soutien public total supérieur à 500 000 €** : un panneau temporaire de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm) mentionnant le concours financier apporté par l'Union Européenne.

Au plus tard trois mois après l'achèvement d'une opération, le bénéficiaire appose une plaque ou un panneau permanent de dimension minimale [A1] (84 x 59,4 cm), en un lieu aisément visible par le public, pour chaque opération satisfaisant aux critères suivants :

- l'aide publique totale octroyée à l'opération dépasse 500 000 € ;
- l'opération porte sur l'achat d'un objet matériel ou sur le financement de travaux d'infrastructure ou de construction.

Ce panneau indique le nom et l'objectif principal de l'opération et met en évidence le soutien financier de l'Union.

Les affiches, panneaux, plaques et sites web comportent la description du projet/de l'opération et les éléments suivants : l'emblème de l'Union et une mention faisant référence au soutien du FEADER. Ces informations occupent au moins 25% du panneau, de la plaque ou du site web.

8 – PRECISIONS SUR LE FORMULAIRE A COMPLETER

Vous devez compléter tous les volets du formulaire en renseignant les rubriques prévues à cet effet, en cochant les cases dédiées correspondant à votre situation ou en complétant les sections dans lesquelles des précisions sont demandées lorsque la case « oui » a été cochée.

Sections	Précisions
Identification du demandeur	<p>Tous les entrepreneurs individuels ou les personnes morales immatriculées au registre du commerce et des sociétés, au répertoire des métiers, employeur de personnel salarié, soumis à des obligations fiscales ou bien bénéficiaires de transferts financiers publics, disposent d'un n° SIRET.</p> <p>Si vous ne connaissez pas votre n° SIRET, vous pouvez le retrouver sur le site internet gratuit « infogreffe.fr » rubrique « informations entreprises ».</p> <p>La notion de représentant légal est une notion essentielle en matière de droit. Les pouvoirs publics, avant d'allouer une aide financière, doivent s'assurer que la personne physique qui signe la demande de subvention, a bien la capacité légale à engager la personne morale qu'elle représente.</p>

Caractéristiques du demandeur	<p><u>Calcul de l'effectif</u> (au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2013)</p> <p>L'effectif correspond au nombre d'unité de travail par année, c'est à dire au nombre de personnes ayant travaillé dans l'entreprise considérée ou pour le compte de cette entreprise, à temps plein, pendant toute l'année considérée. Le travail des personnes n'ayant pas travaillé toute l'année ou ayant travaillé à temps partiel, quelle que soit sa durée, est compté comme fraction d'UTA. L'effectif est composé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des salariés ; - des personnes travaillant pour cette entreprise, ayant un lien de subordination avec elle et assimilées à des salariés au regard du droit national ; - des propriétaires exploitants ; - des associés exerçant une activité régulière dans l'entreprise et bénéficiant d'avantages financiers de la part de l'entreprise. <p>Les apprentis ou étudiants en formation professionnelle bénéficiant d'un contrat d'apprentissage ou de formation professionnelle ne sont pas comptabilisés dans l'effectif.</p>
Dépenses prévisionnelles	<p>Le bloc « charges d'amortissement » est à utiliser lorsqu'une partie du projet valorise des charges d'amortissement de biens appartenant au demandeur de l'aide.</p> <p>L'identifiant du justificatif est une pièce prouvant que le bien sera en cours d'amortissement pendant la phase de réalisation de l'opération (ex : tableau d'amortissement comptable).</p>
Plan de financement prévisionnel du projet	<p>La contribution du FEADER est de 85% du montant des dépenses publiques éligibles.</p> <p>Les taux d'aide sont présentés au point 5 de la présente notice.</p> <p>Toutes les rubriques doivent impérativement être renseignées.</p>
Liste des pièces justificatives	<p><u>Lorsque la pièce justificative de la dépense prévisionnelle est un devis</u></p> <p>Pour les dépenses comprises entre 2000 € HT et 90 000 € HT, 2 devis sont fournis.</p> <p>Pour les dépenses supérieures à 90 000 € HT, 3 devis sont fournis.</p> <p>Si le nombre de devis requis n'est pas joint au dossier, vous devez porter dans votre dossier les raisons pour lesquelles vous ne pouvez pas fournir les pièces.</p> <p>Attention : les différents devis présentés doivent correspondre à des dépenses équivalentes entre elles, et ne doivent pas provenir d'un même fournisseur/prestataire.</p> <p>Le bénéficiaire présente sa demande avec le nombre de devis nécessaires en fonction des dépenses, en indiquant à chaque fois l'offre qui est l'objet de son choix. Si le choix du bénéficiaire ne porte pas sur le devis le moins cher présenté, ce choix devra être argumenté et dûment justifié.</p>

9 – SUITE DE LA PROCEDURE

Dépôt du dossier

Le formulaire de demande d'aide constitue à lui seul votre demande de subvention au titre des aides européennes FEADER et des aides nationales.

Vous adresserez ce formulaire et les pièces jointes au guichet unique et vous en conserverez un exemplaire, quel que soit le nombre de financeurs.

Le guichet unique enverra un récépissé de votre demande d'aide.

Par la suite, vous recevrez de la part du service instructeur, soit un courrier vous demandant des pièces justificatives manquantes, soit un courrier vous indiquant que votre dossier de demande de subvention est complet.

Après analyse de votre demande par les différents financeurs, vous recevrez, soit une décision juridique attributive de subvention, soit une lettre vous indiquant que votre demande est rejetée avec les motifs de rejet. En effet, les dossiers de demande de subvention sont étudiés par l'ensemble des financeurs au cours d'un comité qui décide de l'opportunité de financer ou non le projet.

Sélection

a) Principes de sélection

Des priorités sont définies au niveau régional en fonction d'un ou plusieurs enjeux économiques et

environnementaux et en concertation avec les partenaires financiers locaux.

La demande d'aide pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités définies régionalement et au motif de l'indisponibilité des crédits affectés à cette mesure.

Conformément aux règlements de l'Union Européenne relatifs à la programmation du FEADER entre 2014 et 2020, une procédure de sélection des projets, basée sur des critères définis à la suite d'une consultation du comité de suivi, est mise en œuvre.

Aussi, les dossiers sont sélectionnés selon deux procédures :

- appels à projets ;
- sélection des dossiers déposés tout au long de l'année avec des comités de sélection organisés périodiquement.

Dans les deux cas, les demandes seront notées sur la base d'une grille de sélection.

b) Critères de sélection

La note minimale à atteindre est de 127 points.

Principes des critères de sélection inscrits en PDR	Critères de sélection	Modalités notation	Pondération
Actions portées dans le cadre de schémas territoriaux de développement ou d'aménagement hors dispositif LEADER	Adéquation de l'opération avec des stratégies de territoire	0 : sans objet	27
		1 : complémentarité avec la stratégie	
		2 : bonne adéquation avec la stratégie	
		3 : intégration officielle dans la stratégie	
Actions en faveur de l'environnement et du climat (préservation des ressources eau, sols et biodiversité)	Actions en faveur de l'environnement et du climat	0 : sans objet	18
		1 : intégration d'un volet environnemental minimal	
		2 : impact environnemental réduit et contrôlé	
		3 : projet labellisé haute qualité environnementale	
Actions en faveur de la conservation, préservation des patrimoines (naturels, culturel et paysages) et savoirs faire	Transmission de savoir-faire, coutumes et pratiques	0: sans objet	18
		1 : présentation de savoir-faire, coutumes et pratiques	
		2 : présentation et actions de transmission	
		3 : transmission de savoir-faire, coutumes et pratiques oubliées ou abandonnées	
	Protection ou conservation du patrimoine (naturel, culturel) et des paysages	0: sans objet	18
		1 : protection ou conservation	
		2 : restauration du patrimoine	
		3 : restauration fonctionnelle du patrimoine	
Projets promouvant des modes de gestion ou d'aménagement adaptés aux milieux naturels et aux écosystèmes	Opérations promouvant des modes de gestion ou d'aménagement adaptés aux milieux naturels et aux écosystèmes	0 : sans objet	18
		1 : gestion ou aménagement adapté au milieu naturel ou à l'écosystème	
		2 : gestion ou aménagement bénéfique au milieu naturel ou à l'écosystème	
		3 : mode de gestion ou aménagement labellisé	

Délai de réalisation du projet

Ces délais sont généralement précisés dans la décision attributive de subvention. Dans le cas de ce type d'opération, vous disposez de 24 mois à compter de la date de notification de la décision attributive de l'aide pour terminer votre projet.

En cas de risque de non-respect de ce délai, le bénéficiaire devra en informer par courrier en recommandé le service instructeur 2 mois au plus tard avant la date prévue d'achèvement du projet.

Toute prorogation du délai de réalisation défini dans la décision juridique d'octroi de l'aide devra faire l'objet d'un avenant à cette décision.

10 – CONTROLES ET CONSEQUENCES FINANCIERES EN CAS DE NON-RESPECT DE VOS ENGAGEMENTS

Modalité des contrôles

Des contrôles sont réalisés à différentes étapes de la vie d'un dossier

► Les contrôles administratifs

Le service instructeur vérifie au moment du dépôt de la demande d'aide les conditions d'éligibilité du bénéficiaire, du projet et des coûts. Il s'assure du caractère raisonnable des dépenses et applique les critères de sélections.

Pour chaque demande de paiement, il vérifie la conformité de la réalisation de l'opération au regard de la décision juridique et des

règles communautaires et nationales en vigueur. Le service instructeur peut réaliser des visites lors de l’instruction des différentes demandes de paiement.

Une visite sur place peut être réalisée avant la mise en paiement du solde. A ce stade, le service instructeur vérifie la réalisation des investissements et la conformité des différents engagements et déclarations.

► Le contrôle sur place

Le contrôle est réalisé par l’Agence de Services et de Paiement (ASP) sur un échantillonnage de dossiers. À partir du moment où il a été sélectionné, un dossier fait l’objet d’un contrôle sur place après information du bénéficiaire.

Le contrôle porte sur l’éligibilité de votre demande, la réalisation de votre projet et sur vos engagements. A l’issue du contrôle, vous serez invité à signer et, le cas échéant, à compléter par vos observations, le compte- rendu dont vous garderez un exemplaire.

Le contrôle sur place peut intervenir jusqu’à 5 ans après le paiement final de l’aide.

ATTENTION

Le refus de contrôle peut faire l’objet de sanctions.

En cas d’irrégularité, de non-conformité de votre demande ou de non-respect de vos engagements, le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, éventuellement assorti d’intérêts et de pénalités financières.

Sanctions en cas d’anomalies

En cas de non respect, sauf cas de force majeure, des conditions d’octroi de l’aide et des engagements pris, vous êtes susceptibles de procéder au remboursement du montant d’aide versé majoré des intérêts au taux légal en vigueur et assorti d’une pénalité conformément au disposition du règlement d’exécution (UE) n° 809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014.

11 – TRAITEMENT DE L’INFORMATION

Les informations recueillies font l’objet d’un traitement informatique destiné à instruire votre dossier de demande d’aide. Les destinataires des données sont le Ministère en charge de l’agriculture, de l’agro-alimentaire, et de la forêt, l’Agence de Services et de Paiement et la Région Guadeloupe.

Conformément à la loi «informatique et libertés» n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d’un droit d’accès et de rectification aux informations qui vous concernent.

Si vous souhaitez exercer ce droit et obtenir communication des informations vous concernant, veuillez vous adresser à Cellule Europe Partenariale.

12 – COORDONNEES DU SERVICE INSTRUCTEUR

Conseil Régional de Guadeloupe

Direction de l’Agriculture, de la Pêche et du Développement Rural (DAPDR)

Service du Développement Rural (SDR)

Avenue Paul Lacavé, Petit Paris

97 109 Basse-Terre Cedex

Tel : 0590 80 40 40

Mèl : nadia.farouil@cr-guadeloupe.fr